



Communiqué de presse commun FNME-CGT et FTM-CGT du 12 octobre 2017

Quel avenir pour la filière hydroélectricité Française ?

La FNME CGT tient à apporter son soutien plein et entier aux salariés de GE Alstom, mis sous le coup d'un plan social incompréhensible de 345 emplois.

L'avenir de GE Alstom vient poser la question de la stratégie du gouvernement quant à l'avenir de la filière hydroélectricité française. Comment à l'heure de la transition énergétique, où de nouveaux projets doivent se développer en France et dans le monde, l'état français peut laisser mourir un de ses fleurons industriels ?

Les choix stratégiques d'EDF de ne pas se tourner en priorité vers une filière d'excellence et un savoir faire français sont aussi à remettre sur la table alors qu'EDF appartient à 85% à l'état.

Toute la filière hydroélectricité se voit aujourd'hui mise au pilori des mesures libérales Européennes. La question des concessions des barrages revient également fortement dans l'actualité avec la volonté de l'Europe de détrôner par tous les moyens l'opérateur historique EDF en France afin de continuer la casse du modèle Français malgré les nombreuses preuves de son efficacité.

Au lieu de s'occuper du Monopoly de la production d'énergie en France et en Europe, Bruxelles ferait mieux d'aider les grandes entreprises comme GE Alstom et EDF à construire de nouveaux ouvrages hydroélectriques permettant la réussite des objectifs de réduction des gaz à effet de serre !

Contrairement aux idées reçues, des projets de production de masse existent encore en France. Rien que sur les Alpes, plusieurs milliers de MégaWatts de production d'électricité hydraulique sont dans les cartons. Pour la FNME CGT, la relance industrielle passe par l'investissement dans ces nouveaux ouvrages.

Face au défi majeur qu'est la lutte contre le réchauffement climatique, comment un pays comme la France peut-il laisser attaquer son savoir-faire dans le domaine de l'énergie renouvelable ? Après la fermeture intégrale des fabricants de panneaux photovoltaïques et les annonces des très grandes difficultés financières des deux derniers constructeurs éolien en France, serait-ce le tour de la filière hydroélectricité ?

Pourtant, la France dispose de toutes les compétences et peut investir dans des outils pour le développement des énergies renouvelables de haut niveau, que ce soit dans l'hydro électricité, dans le photovoltaïque et dans l'éolien.

Force est de constater chaque jour que l'état laisse dépérir des filières industrielles complètes par manque de stratégie et de vision à long terme. L'industrie ne représente plus que 10% du PIB en France contre 30% dans les années 80...

C'est inacceptable et totalement inconscient pour les générations futures !

Il est grand temps que la question de l'avenir industriel, l'emploi et les questions sociales redeviennent une priorité pour ce gouvernement.

La priorité n'est pas à la casse du code du travail mais bien au soutien de l'industrie par une vision stratégique de long terme.

La FNME CGT porte depuis de longues années la nécessité de repenser un pôle public de l'énergie pour redéfinir les priorités d'un service public de l'électricité et du gaz, seul gage de réussite pour les défis planétaires qui nous attendent.

La FNME CGT en appelle solennellement aux pouvoirs publics pour qu'ils prennent leur place dans GE Alstom avec une vision d'avenir pour la filière hydroélectricité française.

Interlocuteurs : Cédric THUDEROZ : 06 87 24 80 34 / Claude VILLANI (DSC CGT Alstom) : 06 77 82 65 35